

La “société de la connaissance” : généalogie d’une double réduction

PHILIPPE BRETON

CNRS, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe
Université Marc Bloch – Strasbourg
22 rue Descartes, 67000 Strasbourg

Le terme de la “société de la connaissance” (knowledge society) a fait irruption, il y a peu de temps, dans le paysage politique et idéologique, notamment aux États-Unis et en Europe. Rien ne le distingue véritablement du terme de “société de l’information” (information society) qui avait été employé pendant toute la décennie des années 1990. Celui-ci, sans que son sens en ait été affecté, avait d’ailleurs remplacé le terme plus ancien de “société de la communication”, né dans l’immédiat après-guerre et utilisé, sans doute pour la première fois, par Norbert Wiener en 1947, lors de la rédaction de son ouvrage sur les rapports entre cybernétique et société.

On peut évidemment s’interroger sur les raisons qui conduisent à cette obsolescence notionnelle si rapide : vacuité du sens, usure de termes trop à la mode, incompréhension du public, rodomontade linguistique d’experts en mal de scientificité ?

Pourtant, derrière l’apparente superficialité de ces notions qui se succèdent, un sens profond se dégage, porteur d’enjeux essentiels. Il est donc nécessaire de faire de ce point de vue un travail de généalogie des idées.

On défendra ici l’idée selon laquelle la notion de société de la connaissance est le produit d’un double déplacement : d’une part la connaissance est assimilée à la science, plus précisément à la technoscience, d’autre part la connaissance scientifique est réduite à l’information.

La première hypothèse autour de laquelle cet article s’articule est que le contenu de cette notion de société de la connaissance a pris naissance au sein du paradigme informationnel cybernétique qui s’est formé dans les années 1940. La cybernétique semble bien, de ce point de vue, la matrice d’une réduction du scientifique à l’informationnel et, parallèlement, l’un des déclencheurs de l’intégration de la science et de la technique, qui jusque-là avaient des développements relativement séparés, en un même ensemble appelé technoscience.

La deuxième hypothèse est que la confusion entre science et connaissance, l’assimilation de l’une à l’autre, trouve son point d’origine dans la cassure

intervenue à la Renaissance, qui sépare la science de ses finalités sociales et humaines et disqualifie de ce fait toute autre forme de connaissance, notamment "l'opinion", comme produit cognitif du débat collectif et démocratique. Cette double opération de disjonction et de disqualification est portée aujourd'hui à son point d'incandescence avec cette notion de société de la connaissance, qui se déploie précisément dans un contexte d'apologie de la science, réduite à l'informationnel et de dévalorisation du politique, c'est-à-dire, in fine, de l'opinion, comme modalité légitime de connaissance.

De ce point de vue au moins, nous serons ainsi en accord par exemple avec Padioleau, qui, dans une communication sur le sujet, annonce d'une part la nécessité d'éviter "soigneusement les débats pour distinguer 'société de l'information' et 'société de la connaissance'" et, d'autre part, définit cette dernière, dans le prolongement de Drucker, inventeur de la formule "knowledge society", comme "la production, diffusion, consommation, de connaissances, de compétences et de pratiques cognitives... maîtrisées par des groupes sociaux qui s'en réclament (recherche/développement, 'services', professionnels des technosciences, etc.), génératrices de performances, individuelles ou collectives, économiques, sociales et culturelles" (Padioleau 2001).

On voit bien comment, dans cette définition, s'opère cette double réduction, de la science à la connaissance, et de la connaissance à l'information, cette dernière étant toujours prise dans la perspective opérationnelle des nouvelles technologies.

L'approche généalogique nous fournit donc quelques clefs de compréhension de l'usage qui est fait de cette notion de société de la connaissance et de tous les avatars qui ne manqueront pas, une fois que le terme sera usé, d'en faire resurgir la substance sous une autre appellation. Commençons par l'analyse du "paradigme informationnel" qui a été le creuset de l'intégration science/information pour ensuite revenir sur la rupture historique qui a qualifié la science au détriment de l'opinion.

L'information comme seule forme légitime de la connaissance

Les années 1940 voient naître, d'abord discrètement au sein de milieux très spécialisés, puis dans des cercles de plus en plus larges, jusqu'à sa popularisation dans les années 1970, le thème de la société de communication, postmoderne, qui se substituerait à la société industrielle, hiérarchisée et bureaucratisée, violente, livrée au hasard et à la désorganisation.

Depuis l'ouvrage de Wiener, publié en 1948 (Wiener 1954), jusqu'aux très nombreux rapports officiels commandés par les gouvernements occidentaux dans les années 1990 (par exemple, le rapport Bangemann "l'Europe et la société de

l'information planétaire" 1994, le rapport Théry sur "les autoroutes de la communication" 1994, le rapport au gouvernement anglais sur l'"information society initiative" 1996, le document allemand correspondant "info 2000" 1996) de très nombreux discours popularisent cette vision du futur. Ainsi, dans le champ politique, ceux du vice-président américain de l'époque, Al Gore (notamment le document de base en 1993 sur le projet NII, "The national information infrastructure : agenda for action" et le discours, très popularisé par les médias, prononcé le 11 janvier 1994 à Los Angeles devant l'Académie (américaine) des arts et des sciences de la télévision) ou les ouvrages de "militants du numérique" comme Nicolas Negroponte (1995) ou Bill Gates (1995).

L'analyse de ce thème fait alors l'objet de plusieurs approches, souvent critiques, dont celles de Musso (1997), de Mattelard (1999), de Neveu (1997), de Vedel (1996) et de Lacroix (1997), en plus de nos propres travaux sur le sujet (Breton 1997/2004, Breton 2000).

Ce modèle de société se présente au premier abord comme un élément central du discours qui accompagne et soutient la diffusion des nouvelles technologies à base d'informatique. Son analyse montre qu'en amont de ce thème, on trouve une vision du monde plus ample, qui fait de l'information (au sens technique, celui de la théorie de l'information) le noyau dur épistémologique d'une nouvelle représentation de l'humain aussi bien qu'un levier pour transformer en profondeur les méthodes scientifiques traditionnelles et d'une façon générale tous les modes d'appréhension du réel. Au bout du compte, c'est bien un véritable paradigme –que nous avons nommé "paradigme informationnel"– qui se dégage.

Ce paradigme a commencé à être formulé dans la période des années 1940, d'abord aux États-Unis, puis en Europe et, un peu plus tard, en Union Soviétique. Sa cohérence épistémologique est acquise dès les années 1940 au sein du domaine qui lui sert de premier vecteur institutionnel : la cybernétique, créée dans ce but par le mathématicien américain Wiener.

Ce domaine concerne progressivement des domaines de plus en plus nombreux et diversifiés, comme l'automatique, l'informatique et l'intelligence artificielle, la biologie et la génétique, les sciences humaines et sociales impliquées depuis le début dans l'opération, la philosophie et la psychanalyse, les sciences de la communication et le monde des médias, le champ des idées politiques (cf. l'important travail de Lafontaine, 2004, à propos de l'influence de la cybernétique sur les sciences humaines, de Lacan à Lévi-Strauss, en passant par le courant postmoderne).

Le creuset du paradigme informationnel

Le paradigme informationnel est formé d'éléments apparemment très hétérogènes. Il englobe des savoirs, à la fois techniques, scientifiques, philosophiques,

des dispositifs techniques mis au point en son sein (l'ordinateur en est un prototype central), des discours d'accompagnement, vulgarisateurs et descriptifs, mais surtout constitués sous la forme d'opinions et d'argumentaires en faveur du recours aux nouvelles technologies, de la prise en compte systématique de la notion d'information et de la promotion d'un nouveau modèle de société, société de l'information, puis société de la connaissance.

L'acte de naissance de ce paradigme est un texte de Wiener écrit plusieurs années avant la naissance de la "cybernétique" à proprement parler, où il propose un changement fondamental dans la méthode scientifique, dans la conception de l'homme et des sociétés. Le texte, publié pour la première fois dans la revue *Philosophy of Science* en 1943 à Baltimore sous le titre "Behavior, purpose and teleology", n'a été traduit (sous le titre "Comportement, intention et téléologie") qu'en avril-juin 1961 dans *Les Études philosophiques*. Il retranscrit, sous la triple signature du mathématicien Wiener, du cardiologue Rosenblueth et du logicien Bigelow, une conférence prononcée en 1942 dans un séminaire rassemblant un certain nombre de spécialistes dont le mathématicien Von Neumann, futur inventeur de l'ordinateur ou encore les anthropologues Mead et Bateson.

Il y a, pour Wiener, deux manières d'approcher le réel : la méthode scientifique classique, qu'il appelle "fonctionnelle", qui étudie la structure et les propriétés d'une réalité donnée et la nouvelle méthode qu'il se propose d'inventer et qu'il appelle "méthode comportementale d'étude". Cette dernière doit négliger, ce point est essentiel, ce à quoi, justement, l'analyse fonctionnelle s'attacherait à tort : la structure spécifique des objets et leur organisation propre. Elle doit par contre permettre de porter le regard sur les relations entre l'objet et son environnement, c'est-à-dire sur son comportement, défini comme "modification d'une réalité par rapport à son environnement". Wiener défend donc l'idée que "tout est comportement" et que la réalité des objets et des phénomènes naturels est entièrement épuisée dans l'information qui les constitue et qui s'échange dans un courant de communication permanent.

Ce texte prépare l'entrée en scène de la notion d'information puisque rapidement, pour Wiener, le "comportement" est assimilé à un message et le message à de l'information, définie à partir d'une opposition complémentaire avec l'entropie, celle-ci étant d'ailleurs, chez cet auteur, curieusement assimilée au "diable", dans une perspective à peine métaphorique (sur la nouvelle religiosité du paradigme informationnel, Breton 2000a).

Dans ce sens, il innove par rapport à l'héritage comportementaliste classique. Il propose ainsi une définition très large de l'information comme le "nom pour désigner le contenu de ce qui est échangé avec le monde extérieur à mesure que nous nous y adaptons et que nous lui appliquons les résultats de notre adaptation" (Wiener 1954, 19). Il y a bien sûr une étroite parenté entre cette

définition et la façon dont, aujourd'hui, dans certains milieux, le thème de la connaissance est présenté.

À partir de ces fondations et avec comme support institutionnel une nouvelle science largement interdisciplinaire, la cybernétique, Wiener lança deux axes majeurs de réflexion, qui constituèrent les deux branches centrales du paradigme informationnel : d'une part une réflexion sur la nature de l'humain, qui le conduisit à prendre des positions théoriquement anti-humanistes et d'autre part une réflexion de nature quasi sociologique sur la société idéale qui devait se reconstruire autour de l'information. Le paradigme informationnel accouche donc immédiatement du projet d'un "homme nouveau" vivant dans une "nouvelle société".

L'influence de la cybernétique s'exerça dans un premier temps sur les milieux scientifiques. Son influence sur la biologie, par exemple, est essentielle. La métaphore de l'information irrigue conceptuellement la découverte du "code" génétique au début des années 1950. La génétique n'est dans ce sens que la capture du "modèle informationnel de l'homme", que l'on peut dès lors faire circuler dans les réseaux de communication en l'ayant, au passage, amélioré, civilisé, "domestiqué" a dit plus tard le philosophe allemand Sloterdijk, héritier direct de la rupture cybernétique. Se situant ainsi dans le champ de la "cybernético-biotechnique", il milite en faveur du remplacement des "discontinuités métaphysiques par les continus postmétaphysiques". Il soutient par exemple, avec des accents très wieneriens "qu'il n'y a plus que cette dernière différence métaphysiquement codée séparant l'organisme de la machine ou ce qui est né et ce qui est fabriqué qui résiste encore à l'irruption de la pensée du continu postmétaphysique" (Sloterdijk 1999).

Une "nouvelle société"

Le deuxième axe de réflexion ouvert par le paradigme cybernétique concerne la réorganisation de la société sur une base informationnelle. Dès la fin des années 1940 et en dehors des cercles au début étroits dans lesquels se discutent les idées de Wiener, la question est posée au niveau politique. En France par exemple, une discussion s'ouvre à partir d'un article publié le 28 décembre 1948, dans le journal *Le Monde*, par celui qui fut plus tard l'avocat de Galilée dans le procès en révision auprès du Vatican, le père dominicain Dominique Dubarle, par ailleurs physicien et bon connaisseur de la pensée de Wiener (ce dernier commenta cet article dans un ouvrage ultérieur). Ce texte s'intitule "Vers la machine à gouverner - une nouvelle science : la cybernétique". Dubarle y décrit le futur ordinateur (une seule machine de ce type fonctionne alors dans le monde, depuis deux mois...) et discute avec précision de l'application que constituerait "la conduite rationnelle des processus humains", possibilité qui découle

directement de la capacité des nouvelles machines à “exécuter les tâches de la pensée”.

L'argument central est le suivant : les hommes politiques et, plus généralement, le système de la politique, sont incapables de prendre en charge la gestion des sociétés et ce à l'échelle mondiale. Le grand intérêt des nouvelles machines est de laisser entrevoir la possibilité d'une machine à gouverner rationnelle, qui conduirait éventuellement à une unification au niveau planétaire, vers un “gouvernement unique de la planète”.

Nous trouvons là bien évidemment les prémisses des débats actuellement en cours sur les enjeux d'Internet. D'une certaine façon, les grandes questions de ce débat sont déjà contenues dans l'ensemble des textes qui ont été écrits à la fin des années 1940 et dont l'article de Dubarle constitue une bonne synthèse.

Sous l'influence du paradigme informationnel, une longue lignée d'essais politiques a vu le jour qui eurent tous pour thème l'émergence d'une “société de l'information”, succédant à la société industrielle. Ils seront complétés, comme nous l'avons noté plus haut, à partir des années 1970, mais surtout les années 1990, par un important corpus de rapports rédigés ou commandés par des politiques. Les idéologues de la société de la connaissance prirent le relais dans les années 2000, sans qu'il y ait de rupture essentielle ni de véritables nouveautés – autres que lexicales.

Un vaste corpus s'est donc constitué sur le sujet des transformations sociales qui seraient associées au développement des nouvelles technologies. Ce corpus est essentiellement relayé et coproduit par les médias, qui se sont massivement emparés de ce thème, sur un mode assez déterministe : “les scientifiques géniaux inventent de nouvelles machines qui transforment notre vie et sur lesquels vos médias vous informent”.

Bien que le thème de la société de la connaissance s'appuie sur un vaste corpus largement préexistant, il comporte, comme d'ailleurs précédemment le thème de la société de l'information une particularité notable : l'amnésie de son origine et de son histoire. Bien qu'ils reproduisent, souvent à l'identique, des thèmes propres aux débuts du paradigme informationnel, les propos sur ce sujet se présentent la plupart du temps comme “radicalement nouveaux”, annonçant un futur auquel personne n'avait pensé jusque-là. La radicale nouveauté de tout discours sur les nouvelles technologies ou sur la nouvelle société de la connaissance constitue bien sûr un ingrédient indispensable à sa légitimité, au prix d'un effacement de la mémoire et des traces du chemin parcouru. La postmodernité, par définition, se doit de ne pas avoir de passé.

L'argumentaire en faveur de la société de l'information est un raisonnement à trois étages. Il postule la poursuite et l'extension d'une révolution technique dans le domaine des technologies de l'information. Il soutient ensuite que des modifications à la fois dans la connaissance scientifique et dans

l'organisation en profondeur des sociétés en résulteront, pour conclure enfin que ces modifications seront largement bénéfiques pour l'homme. C'est ce raisonnement qui est toujours à l'œuvre pour décrire la société de la connaissance.

Il se heurte bien sûr à l'argument mis en avant depuis longtemps par de nombreux auteurs. L'un des premiers d'entre eux fut D. de Rougemont (1981) dont le texte a été reproduit dans l'ouvrage collectif dirigé par Gras & Poirot-Delpech (1989). Pour lui, "l'informativisation" de la plupart des activités humaines dont rêvent tous les militants de ce nouveau paradigme, dans la mesure où elle serait techniquement possible et socialement souhaitée, n'en provoquerait pas moins un formidable processus de réduction de sens, car "l'information qu'il contient n'est jamais qu'une faible partie du sens global d'un événement, quel qu'il soit".

Les discours tenus dans cette perspective sur l'éducation, depuis la révolution informatique dans l'éducation, des années 1970 jusqu'à aujourd'hui avec le fantasme de "l'e-école" illustrent bien la tentation de réduire le processus de la connaissance à un traitement de l'information. La résistance de beaucoup de pédagogues aux nouvelles technologies de l'information n'est sans doute pas due à une résistance au changement (qui n'est certes pas absente) ni à un réflexe passéiste, mais à une volonté de dégagement par rapport aux effets de mode et à un doute fondamental ancré dans l'expérience quotidienne de la complexité du savoir et de sa transmission.

Beaucoup d'enseignants mettent en avant le fait que si le savoir était réductible à de l'information, on n'aurait pas besoin d'eux pour le transmettre, tentation qui a d'ailleurs été au cœur de l'utopie de l'EAO (enseignement assisté par ordinateur) qui dissimulait mal, dans les années 1970, le projet, souvent clairement affiché par certains ingénieurs, de construire un nouveau système d'enseignement... sans enseignant. La réduction de la connaissance à l'information, a en effet une fâcheuse tendance à faire disparaître, au passage, l'humain du dispositif.

La connaissance scientifique comme seule forme de connaissance légitime

Prenez maintenant le problème sous un autre angle. Car le processus qui conduit à la société de la connaissance remonte plus loin que les années 1940. La réduction de la science à l'information et la tentative en partie réussie de captation de la production scientifique par le paradigme informationnel, voient leurs effets amplifiés par le fait que la science (les sciences exactes et naturelles), depuis la Renaissance, avait elle-même capté à son profit l'essentiel du champ de la connaissance et était apparue comme la seule productrice de connaissances légitimes.

Il n'est donc pas inutile, du point de vue généalogique qui est le nôtre, de revenir sur le débat, ancien et permanent, sur le statut de la connaissance. Notre hypothèse ici est que l'une des dynamiques essentielles de ce débat concerne le déni récurrent du statut de connaissance à l'énoncé rhétorique (l'opinion) par rapport à l'énoncé de vérité (scientifique). Ce déni est actuellement à l'œuvre dans le thème de la société de la connaissance.

Pourtant, au départ, les choses sont claires et le statut de la connaissance est pris dans une problématique d'ensemble. Aristote, qui écrit, rappelons-le car ce point est essentiel, dans une société qui expérimente les normes et les pratiques de la démocratie, est le premier à systématiser une classification du savoir. Il y distingue radicalement la science à caractère démonstratif (l'analytique), le raisonnement à partir de prémisses probables (la dialectique et la rhétorique) et enfin la production de la fiction (la poétique).

Cet effort de systématisation rompt définitivement avec la pensée mythique, qui globalise en un seul et même ensemble de croyances, le savoir des sociétés anciennes. Il n'y a plus un savoir, régi par les mêmes règles de production et d'usage (à l'intérieur d'une société donnée), mais différents savoirs, qui relèvent chacun d'une heuristique particulière et qui découpent ainsi le réel en zones épistémologiques distinctes. Mesure-t-on assez les effets de cette diffraction originelle et ses conséquences sur la pensée jusqu'à aujourd'hui ? En tout cas, les termes du débat sont là, posés dès le IV^e siècle avant J.-C.

Les fondements de cette diffraction qui inaugure trois types de connaissances bien distincts sont, en plus de correspondre à la nouvelle organisation démocratique de la société, une réflexion typiquement grecque sur l'être. Beltran le rappelle : "Aristote, on le sait, part du principe que la question du logos doit se régler à partir de l'être. Dire ce qui est en toute nécessité appartient à l'analytique, qui est la science du raisonnement démonstratif fondé sur des prémisses certaines. Dire ce qui est mais qui aurait pu être autre, relève des Topiques : c'est à dire d'une part de la dialectique qui est l'art de l'argumentation à partir de prémisses probables, admises par la plupart des gens ; et d'autre part de la rhétorique qui est l'art de l'argumentation persuasive. Enfin la poétique –la fiction– se charge de dire ce qui n'est pas, mais qui aurait pu être malgré tout" (1998, 159).

Les conséquences vont bien au-delà d'une simple réflexion spéculative sur l'être. Cette diffraction dans l'ordre de la connaissance a ouvert le triple espace de la pensée scientifique (avec ces deux outils essentiels pour la production des connaissances scientifiques que sont le raisonnement déductif et le raisonnement inductif), de la pensée politique (le domaine des connaissances vraisemblables, doté d'outils spécifiques, l'enthymème –syllogisme portant sur des prémisses probables– et l'exemple) et de la création poétique (au sens large que lui donnent les Grecs et où la métaphore occupe une position centrale).

Grâce à Aristote, le jeu intellectuel sur l'opinion, inauguré par les sophistes, devient un véritable raisonnement qui appelle méthode et rigueur. La

rupture est essentielle : elle donne à l'opinion un statut de connaissance, ainsi disjointe du ressenti et de l'émotion. Comme il le dit lui-même à propos du raisonnement rhétorique : "la suspicion, la pitié la colère et autres passions de l'âme ne portent pas sur la cause" (Aristote 1967, livre I, 1354a ; pour le commentaire sur les enjeux actuels de cette question, Breton 2003b) et donc n'en relèvent pas.

Derrière ce nouveau statut tripartite de la connaissance, on voit donc qu'il y a un découpage des zones du réel (de l'être) en fonction de la pertinence de tel type de connaissance.

La réduction du champ de la connaissance

Mais l'affaire n'est pas si simple, car, sous l'influence dans un premier temps des philosophes du courant platonicien –avec lequel Aristote avait fait rupture, choisissant, comme il le dit lui-même dans l'*Éthique à Nicomaque*, "la vérité à l'amitié" (Aristote 1997)–, de nombreux auteurs tentèrent d'infléchir la symétrie aristotélicienne entre ces trois ordres du savoir, en minorant systématiquement le statut de la rhétorique, donc de l'opinion. C'est à ce point précis que le débat commence, et se poursuit encore, 2300 ans plus tard.

Le statut de l'opinion dans son rapport avec l'énoncé scientifique a été... l'objet de très grandes variations d'interprétation. Toute interrogation sur le statut des connaissances tient compte, bien sûr, du mouvement interne des idées produites, mais dépend également du contexte social dans lequel se déploient ces connaissances.

Pour illustrer cette question, prenons précisément, car il est à la fois symptomatique et au centre du débat, le cas de la réception du texte de la *Rhétorique* d'Aristote à la fois dans le monde arabe et dans le monde juif aux alentours des XIII^e et XIV^e siècle. Ce texte avait physiquement disparu pendant longtemps et a été redécouvert en Occident, via sa version arabe (texte d'Al-Farabi), en 1256 dans une traduction d'Hermann l'Allemand. Jusqu'au XIII^e siècle, le Moyen Âge avait réduit la rhétorique, au sein du "trivium", essentiellement à un art épistolaire, ce qu'elle est redevenue au XIX^e et au XX^e. Comme le dit de façon très clairvoyante et très synthétique Rothschild, "la rhétorique ne trouvait pas, chez les Juifs de langue arabe, d'application dans l'art du bien vivre, pour à peu près les mêmes raisons qu'en Islam : il n'y avait pas d'application possible au débat judiciaire qui n'existait pas, le travail du dayyan, juge religieux, comme celui du spécialiste musulman du fiqh, étant de déterminer le point de droit par l'exégèse de textes légaux ; ni à des délibérations politiques" (Rothschild 1998, 259).

En somme moins la politique a de place dans une société, plus le statut de l'opinion comme connaissance est faible. Ce rapport faible à la chose politique vaudrait-il comme symptôme de la société de la connaissance ?

Beltran nous rappelle “que la grande ambition de la rhétorique d’Aristote était de conférer à cette discipline un statut scientifique de façon à réglementer l’usage de la parole en public” (Beltran 1998, 162). Les humanistes les plus proches d’Aristote s’étaient inscrits dans cette perspective en soutenant, comme Jean de Jandun, que c’est avec la politique que la rhétorique entretient les liens les plus étroits, car elle est porteuse de l’ambition d’une rectitude politique du discours, question évidemment encore actuelle.

La redécouverte du texte de la rhétorique suscita des discussions qui ne sont pas, toutes proportions gardées, sans rappeler certains accents contemporains du débat sur le statut de la connaissance. Malgré le fait que certains auteurs tentèrent de rester fidèles à la tripartition d’Aristote, comme l’humaniste Melancton ou Jean de Jandun (1285-1328), l’opinion a peiné à garder un statut de connaissance légitime, sauf dans les cités ou les communes italiennes par exemple, qui redécouvrent et mettent en application les principes démocratiques. Mais celles-ci restent des exceptions.

Pour que l’opinion puisse avoir un statut comme connaissance légitime, encore faut-il que le politique ait un statut dans la société considérée (Breton 2003a). Ce n’était pas le cas, nous l’avons vu, dans le monde juif et arabe, comme dans l’essentiel de la Renaissance occidentale. De ce fait la lecture dominante d’Aristote a évacué toute la dimension de la rhétorique et de l’opinion, qui n’avait tout simplement aucune pertinence aux yeux des habitants et de l’élite de ces sociétés.

La reconnaissance du statut de “con légitime” à l’opinion n’a finalement de sens que dans une société démocratique, qui ouvre un large espace pour le politique, c’est-à-dire pour les trois genres que recouvrent l’opinion, la gestion des affaires publiques, le judiciaire, le débat de société.

La Renaissance, tout en redécouvrant la rhétorique et l’opinion, ne lui accorda pas finalement une grande place, sous la poussée, à partir de Galilée, puis plus tard de Descartes et de la science moderne, conçue explicitement, par exemple chez ce dernier auteur, en opposition avec la rhétorique.

À partir de là s’ouvre la tradition des “deux cultures”, d’un côté la littéraire, de l’autre la scientifique, qui perdure encore jusqu’à aujourd’hui comme système de représentation du savoir, que Snow avait bien mis en évidence dans les années 1960 (Snow 1993). Prise entre le feu de ces deux cultures, la rhétorique n’a évidemment aucun statut ni l’opinion avec elle. La connaissance a été réduite à la science et le reste abandonné à la “littérature”, à condition que celle-ci renonce au statut de domaine producteur de connaissance, ce que conteste vivement un auteur comme Paul Ricœur par exemple. La réforme des programmes d’enseignement en France au début du XX^e a consacré cette réduction des territoires de la connaissance, puisque la rhétorique disparaît, remplacée par l’apprentissage des Lettres (essentiellement l’histoire de la littérature) et des sciences exactes et naturelles.

Le texte de la *Rhétorique* d'Aristote, qui avait initialement inspiré toute une lignée de "manuels" pratiques de la parole démocratique, à l'instar de ceux de Cicéron par exemple (Breton & Gauthier 2000), disparaît donc une fois de plus et, avec lui, un statut de la connaissance pourtant essentiel à la démocratie.

La symétrie entre la science et l'opinion

Il y a certes des résistances à une telle minoration de l'opinion et à son déni de statut de connaissance, qui conduit in fine à une dévalorisation de la pensée politique. Certains auteurs, précisément en redécouvrant Aristote, ont plaidé pour une symétrie entre la science et l'opinion, au nom de l'idée, simplement, que celles-ci ont des zones d'application et de pertinence différentes.

L'énoncé scientifique ne vaudrait selon eux que pour les seuls territoires que les sciences de la nature investissent, là où l'opinion serait la connaissance en quelque sorte parfaite et légitime qui vaut pour les territoires couverts par les affaires humaines. Comme le dit, avec clarté et profondeur, Perelman, inventeur dans les années 1950 d'une "nouvelle rhétorique" qui a eu précisément bien du mal à se faire entendre sous la banquise cybernétique et structuraliste : "c'est parce que le domaine de l'action est celui du contingent, qui ne peut être régi par des vérités scientifiques, que le rôle des raisonnements dialectiques et des discours rhétoriques est inévitable pour introduire quelque rationalité dans l'exercice de la volonté individuelle et collective" (Perelman 1977, 171).

Mais le point de vue réduisant la connaissance à la science étant aujourd'hui réaffirmé au sein de notions comme celle de la société de connaissance, toute mise en avant de l'opinion, ne serait-ce que localement, se heurte à sa dévalorisation. Le statut systématiquement inférieur de l'opinion, quelle que soit son aire d'application, est sans doute plus affirmé dans des pays comme la France, marqué par une sévère tradition cartésienne de disjonction absolue entre science et rhétorique – "ce qui se discute est forcément faux", dit Descartes au début du *Discours de la méthode* (Descartes 1970).

On voit bien que derrière ce débat apparemment très technique (dont nous n'avons évidemment donné ici qu'un bref aperçu) qui agite l'histoire du statut de la connaissance depuis l'Antiquité se dressent des questions fondamentales : y a-t-il, entre la recherche de la vérité pour elle-même et le pur domaine de la fiction qui exalte les passions, une place pour l'opinion, comme connaissance appropriée aux affaires publiques ? Il faut bien reconnaître que la réponse la plus courante à cette question a été le plus souvent négative. Ou l'on prouve, au sens de la démonstration scientifique ou l'on commente, au sens littéraire.

Depuis la Renaissance, la science, c'est-à-dire les sciences exactes et naturelles, se place en posture d'être le seul univers producteur de "vraies" connaissances. Le positivisme, puis le mouvement scientiste, accentueront cette

prétention jusqu'à la caricature. Plus tard, le triomphe des techno-sciences, porté par la cybernétique, sacralisera cette tendance, d'autant que la connaissance y sera l'objet, comme nous l'avons vu, d'une deuxième réduction, à l'information.

Conclusion

Le socle des idées, mais aussi des options sociales, sur lequel prend appui le thème de la société de connaissance, est, on le voit, assez ancien. Le problème majeur que constitue aujourd'hui la présence d'un tel thème dans le débat public n'est évidemment pas son contenu, mais plutôt le fait qu'il se présente comme sans histoire, comme s'il était un pur produit d'une rationalité immanente et qu'il échappait au domaine du discutabile.

Ce qui reste encore, évidemment, à démontrer.

Bibliographie

- ARISTOTE 1967 *Rhétorique*, Livre 1, texte établi et traduit par Médéric Dufour, Paris, Les Belles Lettres, 1354a
- ARISTOTE 1997 *Éthique à Nicomaque*, Paris, Vrin
- BELTRAN E. 1998 Les questions sur la rhétorique de Jean de Jandun, in Dahan G. & Rosier-Catach I. (textes réunis par) 1998 *La rhétorique d'Aristote, traditions et commentaires de l'antiquité au XVII^e siècle*, Paris, Vrin
- BRETON P. 1997/2004 *L'Utopie de la communication*, Paris, La Découverte, Poche/essais
- BRETON P. 2000 *Le culte de l'Internet*, Paris, La Découverte
- BRETON P. 2003a *Éloge de la parole*, Paris, La Découverte
- BRETON P. 2003b "Le 'plaider en dehors de la cause' d'Aristote : un critère technique pour séparer argumentation et manipulation ?", in Bonnafous S., Chiron P., Ducard D. & Levy C. (dir) 2003 *Argumentation et discours politique, Antiquité grecque et latine, Révolution française, monde contemporain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- BRETON P. & GAUTHIER G. 2000 *Histoire des théories de l'argumentation*, Paris, La Découverte
- DESCARTES R. 1970 *Règles pour la direction de l'esprit*, Paris, Vrin
- DUBARLE D. 1948 "Vers la machine à gouverner - une nouvelle science : la cybernétique", *Le Monde*, 28 décembre
- GATES B. 1995 *La route du futur*, Paris, Laffont
- GRAS A. & POIROT-DELPECH S. 1989 *L'imaginaire des techniques de pointe*, Paris, L'Harmattan
- LACROIX G. 1997 *Le mirage Internet, enjeux économiques et sociaux*, Paris, Vigot
- LAFONTAINE C. 2004 *L'empire cybernétique*, Paris, Seuil
- MATTELARD A. 1999 *Histoire de l'utopie planétaire, de la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte

- MUSSO P. 1997 *Télécommunications et philosophie des réseaux, la postérité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, PUF
- NEGROPONTE N. 1995 *L'homme numérique*, Paris, Laffont
- NEVEU E. 1997 *Une société de communication*, Paris, Montchrétien
- PADIOLEAU J.-G. 2001 "La société de la connaissance et la gestion de sa complexité", Cycle de séminaires Vicente Pérez Plaza, Université technique de Valencia, 2001, <<http://www.ingenio.upv.es/imagenes/>>
- PERELMAN C. 1977 *L'empire rhétorique*, Paris, Vrin
- ROTHSCHILD J.-P. 1998 La rhétorique dans la littérature hébraïque, in Dahan G. & Rosier-Catach I. (textes réunis par) 1998 *La rhétorique d'Aristote, traditions et commentaires de l'antiquité au XVII^e siècle*, Paris, Vrin
- ROUGEMONT D. de 1981 "Information n'est pas savoir", *Diogène*, 116
- SLOTERDIJK P. 1999. "Le centrisme mou au risque de penser", *Le Monde*, 9 octobre
- SNOW C. P. 1993 *The Two Cultures*, Cambridge, Cambridge University Press
- VEDEL T. 1996 "Les politiques des autoroutes de la communication dans les pays industrialisés, une analyse comparative", *Réseaux*, 78, CENT
- WIENER N. 1954 *Cybernétique et société*, Paris, 10-18
- WIENER N. 1943 "Behavior, purpose and teleology", *Philosophy of science*, Baltimore, traduction française "Comportement, intention et téléologie" 1961-2, *Les Études philosophiques*

